Comment les dirigeants français déclenchent l'anarchie par leurs propres lâcheté et passivité

écrit par Jack | 22 août 2018
La mort de la France

Comment les dirigeants français déclenchent l'anarchie par leurs propres lâcheté et passivité

17 août 2018 par Stephen Brown

(Stephen Brown publie des articles sur le site Frontpagemag.com. Il possède un diplôme en langue russe et histoire de l'Europe de l'Est).

Si les religieux islamistes radicaux pensaient qu'ils étaient eux-mêmes immunisés contre les menaces terroristes, ils feraient bien désormais de revoir cette notion.

Le mois dernier en France, au lieu du schéma prévisible d'arrestations de djihadistes islamistes en train de préparer des attentats meurtriers, cette fois, les djihadistes étaient apparemment eux-mêmes les cibles.

Cette tournure des événements marque la spirale accélérée de la France dans la violence pure et simple.

Le journal ***Le Figaro*** a indiqué que la police avait arrêté en juin dix personnes accusées d'avoir pris pour cible des « *imams radicaux, des femmes voilées et des djihadistes condamnés libérés de prison* ». (Actuellement 512 personnes accusées de terrorisme sont en prison).

Des arrestations ont eu lieu en région parisienne, en Corse et

en Charente-Maritime. « *Ce groupe visait des objectifs supposés liés à l'islam radical* », a précisé une source au ***Figaro***.

Des descentes de police dans plusieurs maisons ont permis de trouver des « *fusils, pistolets et grenades artisanales* ».

La police a précisé que ce « *groupuscule, s'exerçant régulièrement dans des clubs de tir sportif, avait préparé des caches d'armes et des vivres en cas de crise majeure* ».

Cela mène à se demander si ces personnes étaient vraiment des terroristes « *d'ultra-droite* » ou de simples individus se préparant à survivre en cas de conflit.

Ce qui surprend dans ce groupe est sa composition.

Aucun de ses membres ne semble correspondre à ce qu'on associe à « *l'extrême droite* », à savoir les jeunes, les skinheads, les néo-nazis…

Ces dix personnes sont, pour la plupart, des pères de famille de 32 à 69 ans sans casier judiciaire ; un membre du groupe est une femme. En outre, le chef présumé de ce groupe est un policier à la retraite.

« *Ces dix personnes partageaient apparemment le même désir : mener des attaques pour venger celles commises en France ces dernières années par des islamistes* », a déclaré ***Le Figaro***.

Environ 245 personnes ont été tuées en France depuis janvier 2015, dans une vague d'attaques djihadistes sans précédent.

Les attaques les plus mortelles sont bien entendu celles de 2015 à Paris au cours desquelles 130 personnes ont péri, dont 89 au Bataclan.

Certains Français pensent clairement que leur gouvernement n'a rien fait *(et ne fait toujours rien)* pour les protéger contre la menace djihadiste.

Pour ne parler que des trois dernières années, le terrorisme islamique en France a coûté la vie à 245 personnes, et ce nombre ne fait que croître, agression après agression.

« *Nous les combattrons, nous les combattrons, nous les combattrons* ! » avait déclaré François Hollande durant sa présidence, en 2014.

Pour bien des gens, cette déclaration n'était que du vent.

Pire, ils sont extrêmement déçus de l'attitude de ce gouvernement qui les a trahis en ne les protégeant pas. En 2014, l'ancien Premier ministre socialiste Emmanuel Valls avait déclaré aux étudiants d'un lycée que leur génération devrait s'habituer à vivre des attaques terroristes « *pendant une longue période* ».

En d'autres termes, la France renonçait à garantir la sécurité de ses habitants, révélant son abandon au caprice des meurtres et du chaos.

Valls a répété la même chose à Nice en juillet 2016, après l'attaque au camion-bélier sur la Promenade des Anglais qui avait tué 89 personnes.

Mais cette fois il s'était fait huer et qualifié d'assassin par une foule refusant le « *vivre ensemble* » et demandant sa démission.

Le sentiment croissant d'insécurité en France n'a pas été atténué par les propos du président Macron lors d'une réunion de parlementaires à Versailles, lorsqu'il a déclaré:

« *La République n'a aucune raison d'être en difficulté avec l'Islam, pas davantage qu'avec aucune autre religion* ».

Ce comportement des élites politiques pour normaliser les attaques terroristes, traiter les attaques terroristes comme des événements malheureux qui ne peuvent être éliminés, comme les accidents de la route ou les incendies, est rejeté par de

plus en plus de gens, qui, à juste titre, considèrent cela comme une politique d'abandon et un aveu d'échec complet.

A leurs yeux, les politiciens qui s'engagent dans cette voie doivent se retirer ; d'où les appels à la démission de Valls.

Les faibles mesures adoptées par les administrations françaises successives, des mesures manifestement inefficaces pour lutter contre le djihad constituent une autre source d'indignation.

La décision la plus récente et la plus remarquable est le mur de sécurité disgracieux et les blocs de béton placés autour de la tour Eiffel, outre les milliers de soldats en tenue de combat qui patrouillent dans les rues.

Les deux mesures sont symboliques de l'échec du gouvernement. « *On ne sait que se soumettre plutôt que traiter les causes* », a déclaré un critique de la nouvelle image de la Tour Eiffel.

Certains, cependant, refusent de se soumettre et veulent traiter les causes profondes du terrorisme en demandant d'abord aux autorités judiciaires de nommer l'ennemi, de confronter les motivations religieuses sous-jacentes et de lancer les forces de sécurité à l'attaque de manière préventive.

L'auteur Pascal Bruckner a peut-être mieux exprimé ce sentiment lorsqu'il a déclaré au Figaro:

« *Nous sommes en guerre ; il faudra être impitoyable* ».

Mais au lieu de cela, on ne cesse de dire aux Français que leurs agresseurs djihadistes sont simplement des « *déséquilibrés* », que tous les débats idéologiques et politiques sur l'islam et les motifs religieux autoproclamés des meurtriers sont « *islamophobes* » et s'apparentent au racisme.

Les forces de l'ordre seraient certainement capables de

neutraliser la menace djihadiste si elles y étaient autorisées.

Mais les politiciens français, qui ne se préoccupent que des prochaines élections et non de l'avenir du pays, s'inquiètent de l'effet qu'une telle action pourrait avoir sur leurs électeurs musulmans, une masse d'électeurs importante parmi les six millions de musulmans français. *(Note de Jack : désolé si je me trompe, à défaut de statistiques, leur nombre atteint certainement 12 millions, sinon bien davantage…)*

« *Voici la nouvelle France, celle qui émerge, celle qui commence, celle du futur. Vous les habitants, islamiques ou non, des projets de logements, vous êtes l'avenir de la France…* », avait déclaré François Hollande aux habitants d'un ghetto d'immigrants en 2012, montrant à la fois son parti pris et où les socialistes entendaient glaner leurs futurs votes. *(Note de Jack : je voulais vérifier l'exactitude de cette citation mais n'ai pas pu retrouver ce discours, serait-ce celui du Bourget ?)*

Cependant, Shmuel Trigano, professeur émérite des Universités, en rappelant le refus manifeste des gouvernants de passer à l'offensive, résume la conséquence dévastatrice de cet échec pour la France :

« *On sacrifie les victimes pour ne pas avoir à livrer bataille contre les bourreaux* »,

a-t-il déclaré au ***Figaro***. *(28 juillet 2016)*

Les groupes d'autodéfense privés et les citoyens qui font la loi eux-mêmes n'ont naturellement pas leur place dans une démocratie.

Mais beaucoup de Français veulent que la passivité de leur gouvernement prenne fin.

Ils savent par expérience que les lignes Maginot sont

inefficaces.

Au lieu d'attendre d'être massacrés comme des moutons offerts en sacrifice, sans pitié, les actions agressives de l'État contre les djihadistes sont ce que les Français exigent et méritent.

En outre, une telle action autoritaire serait le meilleur antidote pour éviter le choc imminent des communautés ou même de la guerre civile en France.

https://www.frontpagemag.com/fpm/271029/death-france-stephen-brown

Traduit par Jack pour « Résistance Républicaine ».

Note de Jack

Traduisant un article, je me dois de respecter le texte et l'avis de son auteur.

Toutefois je me suis immédiatement rendu compte que la source de ses renseignements, Le Figaro, n'était pas bien fiable, quoiqu'il aurait pu trouver pire.

Je crois, comme l'a fort bien expliqué notre amie Christine dans son article du 4 juillet (http://resistancerepublicaine.com/2018/07/04/le-chef-de-lultra-droite-relache-tout-ce-bruit-pour-reconnaitre-que-le-dossier-est-vide/) que cette arrestation subite, dont s'est félicitée Marine Le Pen un peu vite sans avoir pris soin de se renseigner, n'était qu'une diversion.

Une « *manipulation* » comme l'exprime Christine afin de détourner l'attention du public, avec le tapage médiatique politiquement correct bien huilé, surtout après cette outrageuse « *fête de la musique* » :

(https://youtu.be/9IrEe7ERcOw)

qui a pour le moins écœuré des millions de Français et qui, d'où je l'ai visionnée, m'a terriblement fait honte.

Il n'a pas fallu beaucoup de temps au juge responsable du dossier pour qu'il se rende compte qu'il n'avait qu'un dossier vide, les armes n'étaient, je crois, que des fusils de chasse et armes de tir possédés légalement.

Quant aux grenades, j'avais lu quelque part, je ne sais plus où, qu'il s'agissait de fausses grenades au plâtre.

Ces redoutables futurs terroristes de l'ultra-droite (!) ont pratiquement tous été vite relâchés, y compris Guy, le chef de file présumé du groupe.

Je pense à envoyer un courriel très cordial à Stephen Brown pour son information.

Pour conclure, Christine ne m'en voudra pas de la citer : :

« Il ne me paraît pas stupide de penser que Collomb-Macron ont joué une opération de diversion en faisant croire que des mosquées allaient sauter, en utilisant quelques Français patriotes se préparant au survivalisme ».